

"Les accords de Paris" dans La Dernière Heure (27 octobre 1954)

Légende: Le 27 octobre 1954, Roger Motz, membre du Sénat de Belgique et président du Parti libéral belge (PLB), souligne dans le quotidien bruxellois La Dernière Heure les nombreux avantages, notamment militaires, découlant des accords de Paris et pointe les efforts des dirigeants britanniques, français et allemands pour aboutir à ce résultat.

Source: La Dernière Heure. Le plus grand journal belge, le mieux renseigné. 27.10.1954. Bruxelles. "Les accords de Paris", auteur:Motz, Roger.

Copyright: (c) La Dernière Heure

URL: http://www.cvce.eu/obj/les_accords_de_paris_dans_la_derniere_heure_27_octobre_1954-fr-9285db20-2d65-4c26-885d-c39dbeea49af.html

Date de dernière mise à jour: 02/07/2015

Les accords de Paris

Un article de M. Roger MOTZ

Les accords signés récemment à Paris ont emporté l'adhésion de la majorité de nos compatriotes. Tout particulièrement l'accord franco-allemand sur la Sarre a été approuvé par beaucoup de Belges pour lesquels tout ce qui est de nature à éliminer des sources de différends entre la France et l'Allemagne, est accepté avec faveur.

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que tout en s'écartant des principes des autorités supranationales spécialisées, les accords de Paris visent à créer, au point de vue de la défense occidentale, une situation qui, sous plus d'un aspect, ressemble à celle qui aurait résulté de l'adoption d'une armée européenne.

Il convient de noter aussi que l'on a été obligé d'augmenter les pouvoirs du Commandant suprême des Forces alliées.

Le général Gruntheé aura désormais un contrôle complet sur l'intendance et les fournitures de toutes les troupes stationnées en Europe. Il pourra par exemple, après avertissement, couper l'alimentation en essence ou en munitions de l'une ou l'autre armée, qu'elle soit française ou allemande. Il aura le droit de les inspecter et de diriger leur entraînement. Aucun mouvement de troupe en Europe ne pourra être exécuté sans son accord préalable.

Cette disposition a évidemment pour but d'empêcher le grand-état major allemand de masser ses troupes sur les frontières orientales; mais en vertu du principe de la non-discrimination, elle empêchera aussi le gouvernement français de déplacer un seul régiment. Ainsi les parlementaires français, qui ont voté contre la C.E.D., parce qu'un pays qui n'a plus la direction de son armée n'a plus la direction de sa diplomatie, doivent se dire aujourd'hui que celle-ci risque d'être dorénavant un peu gênée aux entournures.

Armée de coalition

De même, dans la mesure où ces dispositions seront possibles du point de vue militaire, des unités nationales seront intégrées avec des groupes d'autres nations. Ce qui signifie que les troupes allemandes seront mélangées avec des forces militaires d'autres pays, de manière à éviter la formation d'armées pouvant agir d'une façon indépendante.

On se rappelle que ces dispositions prévues dans la Communauté Européenne de Défense avaient provoqué de vives réactions parce que, disait-on, une armée qui n'était plus nationale était sans âme et sans valeur. On ne voit pas très bien comment cette armée de coalition qui semble assez étrangement à l'armée européenne, aurait soudain une âme alors que cette dernière ne pouvait pas en avoir.

Va-t-on dire aux recrues de la nouvelle armée internationale qu'elles sont appelées sous les armes pour défendre leur patrie — qui sera souvent fort loin d'elle — ou bien pour empêcher l'invasion de l'Allemagne — ce qui ne manquerait pas de provoquer chez les fils et les petits-fils des combattants de 1914 et de 1940 quelques commentaires désabusés ? Tout ceci apparaît comme fort peu probable et c'est tout de même, en dernière analyse, pour la défense de la civilisation et des libertés européennes qu'on leur demandera de lutter.

A côté d'un avantage considérable

L'Union Européenne Occidentale, créée à Paris, présente évidemment l'avantage considérable d'unir plus étroitement que la C.E.D. la Grande-Bretagne au continent.

Les adversaires de l'Europe des VI ne cessaient, en effet, de lui reprocher de constituer une source de malentendus et d'éloignement entre des nations deux fois alliées comme la France, la Belgique et l'Angleterre.

On ne voulait pas, à Paris, s'écarter de Londres pour se rapprocher de Bonn — ce qui partait, d'ailleurs, d'un sentiment fort compréhensible.

Mais un côté assez plaisant de la nouvelle Union Européenne Occidentale est que pour obtenir de l'Allemagne des sacrifices d'ailleurs importants en ce qui concerne le statut futur de la Sarre, le gouvernement français n'a pas hésité à se jeter littéralement dans les bras de celle-ci au point de vue économique.

Le vaste programme de collaboration technique et financière que M. Mendès-France a évoqué aux yeux du Dr Adenauer, cette création de sociétés industrielles mixtes pour la fabrication d'armements en Afrique du Nord, ces capitaux allemands intéressés aux entreprises de munitions françaises, l'exploitation en commun des ressources minérales de l'Union Française ne sont en réalité que la continuation sur un autre plan de la politique de M. Robert Schuman, père de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier. Lui aussi pensait qu'il importait de mêler les intérêts matériels de la France à ceux de l'Allemagne d'une manière si étroite que la guerre entre ces deux nations en devienne impensable.

La seule différence entre la méthode de M. Schuman et celle de M. Mendès-France consiste dans le fait que le premier estimait qu'il convenait d'y intéresser les nations voisines, comme les pays du Benelux, alors que le second n'y songe point.

Aussi les réactions britanniques devant ce condominium franco-allemand ne trahissent-elles pas un enthousiasme délirant. Les craintes que l'industrie anglaise éprouvait à l'égard de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier pourraient fort bien se renouveler demain, au jour où la remarquable habileté technique allemande s'appliquera à mettre en valeur les immenses ressources naturelles de l'Union Française. Ces perspectives sont aussi de nature à provoquer, chez nos industriels et chez nos exportateurs, quelques réflexions qui ne seront pas toutes très réjouissantes.

Ce que dira l'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. protestera évidemment contre l'entrée de l'Allemagne occidentale dans l'O.T.A.N., qu'elle considérera sans nul doute comme une violation des accords de Potsdam. Mais il semble bien qu'il ne faille pas s'attendre à une réaction violente de sa part.

Pour diverses raisons, la Russie désire poursuivre pendant un certain nombre d'années une politique de coexistence pacifique avec les nations occidentales. Elle est persuadée que le collectivisme possède sur l'économie libre des avantages si évidents que ceux-ci ne tarderont pas à apparaître et que les nations capitalistes s'effondreront ou se déchireront les unes les autres.

Elle constate aussi avec satisfaction que le marxisme se répand avec rapidité dans toute l'Asie et elle est plus intéressée à conquérir l'appui d'un milliard d'Asiatiques que de s'engager dans une guerre atomique avec l'Occident. De plus, la situation actuelle présente pour elle d'intéressantes possibilités d'action. Elle espère qu'elle lui donnera le temps de transformer l'Allemagne orientale d'une manière aussi profonde au point de vue social et économique qu'il sera devenu pratiquement impossible de la réunir plus tard à un Etat non totalitaire.

Elle a un certain nombre de chances de réussir dans cette tâche, puisque les populations de cette réunion après avoir vécu 12 ans sous le national-socialisme en sont déjà à leur neuvième année de communisme.

De plus, le gouvernement satellite de l'Allemagne orientale continuera, de son côté, l'agitation en faveur de la réunification des deux Allemagnes, de manière à entretenir de façon constante une cause d'amertume et de mécontentement entre les Allemands, ainsi que de division dans l'union occidentale.

Mais il est, par contre, réconfortant de constater que les vieilles nations occidentales n'ont pas encore épuisé toutes les ressources de leur esprit inventif et de leur génie politique. L'adresse diplomatique d'un Sir

Anthony Eden attendant des mois pour intervenir d'une manière décisive au moment opportun, la ténacité et l'ingéniosité d'un Pierre Mendès-France, le calme et la hauteur de vues du chancelier Adenauer montrent tout de même que l'Occident qui a trouvé à l'heure fatidique des hommes de leur taille n'a pas terminé son rôle historique et que le rayonnement de notre civilisation européenne n'est pas près de s'éteindre.